

Les dangers du projet de «Maison de l'histoire de France»

Dans la vaste entreprise de falsification et d'instrumentalisation de l'histoire, à laquelle se livre Nicolas Sarkozy, figure son projet de «Maison de l'histoire de France». Son but: être la grande réalisation «culturelle» de sa présidence. Son rôle: dire aux Français «l'identité de la France».

Sophie WAHNICH, historienne, directrice de recherche au CNRS, EHESS-Laboratoire d'anthropologie des institutions et organisations sociales (Laios)

Un musée d'histoire n'est pas la mise à disposition du public de la pensée des historiens. Il ne peut être que la pensée de muséographes, exprimée par des matériaux prélevés dans des collections et par des lieux choisis pour leur exposition. Dans le cas de la Maison de l'histoire de France, les collections, nous dit-on, seront celles des musées de Saint-Germain-en-Laye (Antiquités nationales), de Cluny (Moyen Age), d'Ecouen (Renaissance), du château de Fontainebleau, de la Malmaison (Premier empire), du palais de Compiègne (Second empire). Des collections hétérogènes et lacunaires. Rien après Napoléon III. Des archives issues des collections provinciales, comme celle du musée Gadagne de Lyon, ou de nouvelles acquisitions ? Rien n'est clarifié. Or constituer une nouvelle collection, la scénographier, c'est, à l'évidence, faire des choix historiographiques et même idéologiques. Ici, la scénographie est annoncée par le mot «Maison» : les collections seront convoquées dans une logique intime et identitaire. Le rapport «Lemoine», qui a préparé le projet de cette

Dans ce musée, l'histoire ne servirait pas l'esprit critique, elle aurait pour mission de conforter un récit national mythique tendu en miroir au visiteur, au mépris des complexités du passé.

institution, était explicite : il s'agit de se demander «depuis quand la France ?», de s'interroger sur «qu'est-ce que la France ?». Les collections seront donc des «collections identitaires».

La promotion d'un imaginaire mythique

Un tel musée répond à la volonté de fabriquer, à toute force, une France aux caractéristiques si stables qu'on pourrait les croire immuables. Cette logique identitaire chasse l'idée même de conflictualité politique, comme l'eau repousse l'huile. Dans ce musée, l'histoire ne servirait pas l'esprit critique, elle aurait pour mission de conforter un récit national mythique tendu en miroir au visiteur, au mépris des complexités du passé et au prix de la perte de sa propre histoire personnelle des générations qui l'ont précédé. Ce projet de N. Sarkozy est contraire à l'esprit des institutions républicaines. En particulier dans sa manière de fabriquer une histoire, où les émotions sont sollicitées non pour pouvoir faire expérience de l'histoire, mais pour empêcher d'accéder à la vérité du conflit politique.

Pour les révolutionnaires de la première République, l'histoire devait être le lieu discursif de l'expérience pour ceux qui n'avaient pas vécu les événements narrés. Cette expérience devait leur permettre de s'orienter dans les situations futures, de juger de ce qui est juste ou injuste, d'être des veilleurs vigilants capables de résister à l'oppression si les droits du peuple étaient bafoués par les gouvernements. L'histoire devait mettre les républicains en condition de défendre leur liberté, en montrant quels combats avaient été nécessaires pour la conquérir. Il s'agissait de faire connaître l'histoire des peuples opprimés pour se dénier des oppresseurs, et celle des peuples libres pour exaucer leur prophétie de liberté. L'histoire comme discours où se dit la conflictualité, les contradictions, la difficulté des combats, devait jouer un rôle d'institution civile. Elle était de ces institutions nécessaires pour «faire vivre l'esprit révolutionnaire quand la révolution est passée». Nécessaires pour transmettre non des valeurs figées, mais le désir de liberté, seul capable de permettre le refus des processus d'asservissement.

Dans son projet de Maison de l'histoire de France, que fait Sarkozy ? Il fabrique une identité faussement irénique, où la bataille de Poitiers est là pour rappeler qu'il faut chasser les Arabes, mais où la Commune de Paris n'a pas de place. Les déci-deurs expliqueront doctement qu'une visite au musée dure, pour un visiteur ordinaire, une heure quarante minutes maximum, et qu'on ne peut lui parler de tout. Personne n'en disconviendra, mais c'est bien pourquoi il n'est pas souhaitable que l'histoire, objet aujourd'hui de politiques publiques étatiques, soit mise en scène au musée sur le mode d'un récit national. L'échelle nationale de l'analyse historique n'est pas à rejeter par principe, car raconter la conquête de la liberté par un peuple ne peut faire l'économie de cette échelle. Mais, à travers un récit national, on risque d'occulter la dimension d'universel singulier que comportent des événements comme la Révolution française ou

la Commune de Paris. L'universel n'est pas une affaire d'échelle mais de préoccupation.

Si la préoccupation est celle, civique et pédagogique, exprimée depuis le XVIII^e siècle (au moins), de l'émancipation, alors il faut multiplier les analyses, pluraliser les points de vue. Or, en une heure quarante minutes, c'est impossible. Si la préoccupation est identitaire, il est possible, en revanche, de présenter une sorte de consensus aux visiteurs. Mais ce musée ne fera pas de l'histoire. Il fabriquera un imaginaire mythique et dangereux. La spécificité de l'histoire par rapport au mythe reposait, depuis l'Antiquité, sur la quête de vérité et d'intelligibilité des actions des hommes. Chez Hérodote, il s'agissait de fabriquer la mémoire utile de la Cité, « *afin que le temps n'abolisse pas le souvenir des actions des hommes et que les grands exploits accomplis, soit par les Grecs, soit par les Barbares, ne tombent pas dans l'oubli* ». Il s'agissait de donner « la

raison du conflit qui mit ces deux peuples aux prises », de proposer un mode d'intelligibilité des conflits et donc de la politique. Lorsque cette quête est abandonnée au profit d'une nouvelle mythification du passé, qui vient brouiller l'intelligibilité des actions des hommes, lorsque les lignes de clivage et de conflictualité entre ces derniers sont volontairement estompées, l'histoire n'est plus un savoir disponible pour étayer un désir de démocratie, mais une formation discursive inscrite dans l'arsenal des démagogues.

Lorsque les lignes de conflictualité entre les hommes sont volontairement estompées, l'histoire n'est plus un savoir disponible pour étayer un désir de démocratie, mais une formation discursive inscrite dans l'arsenal des démagogues.

L'histoire, une check-list de dates ?

L'Etat ne peut se présenter comme promoteur d'une telle entreprise publique sans faillir, parce qu'il est supposé inclure et non pas exclure, et qu'un tel processus cognitif repose sur l'exclusion. Cette prétendue « tête de pont » des différents musées d'histoire écrase la possibilité même de penser un discours historique alternatif.

La Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie : une institution à la gloire de la colonisation

Pendant la campagne électorale qui avait conduit à son élection en 2007, Nicolas Sarkozy avait agité abondamment le thème du « *refus de la repentance* » en ce qui concerne le passé colonial de la France. Tout indique que, dans le cadre de sa recherche éperdue d'une réserve de voix pour les prochaines élections présidentielles, il n'hésite pas à s'engager encore plus avant dans le sens de l'éloge de la colonisation. Au prix d'un rapprochement avec les anciens de l'OAS, qui cherchent à présenter comme des « résistants » et des « martyrs » ceux d'entre eux qui, à la fin de la guerre d'Algérie, ont sombré dans le terrorisme par aveuglement et mépris des institutions de la République. Dans ce but, une Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie a été

installée, le 19 octobre, à l'Hôtel des Invalides, par le secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants, Hubert Falco, par ailleurs maire de Toulon. Cela en application de l'article 3 de la fameuse loi du 23 février 2005, qui avait suscité un tollé en demandant que « *les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord* ». Face aux oppositions que cette loi avait suscitées, le Président Chirac avait fait retirer cette phrase de l'article 4, et n'avait pas mis en place la Fondation prévue par son article 3. Mais avec N. Sarkozy, changement de cap : plus de trois ans après l'avoir promis à des associations de rapatriés d'extrême droite lors de sa campagne de 2007, il vient de charger Hubert Falco de la

créer avec, pour vice-président, celui qui avait été le principal artisan de la loi de 2005, Hamlaoui Mekachera.

Un obstacle au travail de vérité

Parmi les quinze membres annoncés de son conseil d'administration, outre Mekachera et cinq représentants de l'Etat, on note la présence d'un quartieron de généraux signataires, en 2002, d'un Manifeste affirmant que « *ce qui a caractérisé l'action de l'armée française en Algérie, ce fut d'abord sa lutte contre toutes les formes de torture* » : les généraux Bertrand de La Presle, François Meyer, Jean Salvan et Pierre de Percin. Ce texte avait été publié en préface d'un *Livre Blanc de l'armée française en Algérie*, paru la même année, qui dénonçait, comme au plus fort de la bataille d'Alger, la soi-disant

Que serait une démarche inclusive, aujourd’hui ? Promouvoir la multiplicité des livres, promouvoir le savoir et la recherche, qui sont fondamentalement multidirectionnels. Or, au même moment, c’est bien ce savoir qui est attaqué dans les lycées, les universités. Et c’est le site des Archives nationales qui est mis en difficulté, en étant choisi pour accueillir ce projet. Au lycée, l’enseignement obligatoire de l’histoire est supprimé dans certaines sections vouées à la pragmatique entrepreneuriale. A l’université, le ministre déclare qu’il faudra « faire évoluer les études d’histoire et géographie, trop spécialisées... Si l’on ajoutait de l’anglais, des technologies de l’information, du droit ou de la gestion, les diplômés en histoire pourraient plus facilement trouver à être embauchés – comme en Allemagne ou en Angleterre – dans les métiers du tourisme, du journalisme ou de la culture ». On ne peut déclarer plus ouvertement que l’histoire n’est plus là pour

© RAMA



Du point de vue de la scénographie, quel imaginaire une telle Maison, installée dans un hôtel particulier, pourrait-elle déployer aux yeux du visiteur ?

forger une conscience historique et civique. Quant à la formation des enseignants, elle est, dans les nouveaux programmes de Capes, minimale et adaptée à des programmes devenus des *check-list* de lieux, dates et faits emblématiques, sans problématisation ni points de vue. Vouloir faire du site des Archives nationales celui de la Maison de l’histoire de France, c’est renoncer à en faire un lieu de recherche accessible aux médiévistes – qui devaient pouvoir y consulter

des chartes – et aux spécialistes d’histoire sociale – qui devaient pouvoir avoir accès aux minutes notariales. Du point de vue de la scénographie, quel imaginaire une telle Maison, installée dans un hôtel particulier, pourrait-elle déployer aux yeux du visiteur ? L’idée qu’il a du être bon d’être riche, et que, finalement, il serait bon de s’enrichir. Cet imaginaire est porteur d’une certaine conscience politique, mais elle n’est pas inclusive et elle n’est pas républicaine. ●

« campagne de désinformation » de cette « antiFrance ». Celle-ci aurait été menée par les quotidiens *L’Humanité*, *Le Monde* et *Libération*, accusés de poser le problème du recours à la torture, par l’armée française, durant cette guerre. Ce livre s’en prenait aux instances universitaires qui avaient permis la soutenance, en 2000, de la thèse de l’historienne Raphaëlle Branche, *L’Armée et la Torture dans la guerre d’Algérie*, qui avait pourtant reçu à l’Institut politique de Paris la mention très bien et les félicitations d’un jury unanime (composé de Jean-François Sirinelli, Jean-Pierre Rioux, Stéphane Audouin-Rouzeau, Jean-Charles Jauffret et Pierre Vidal-Naquet).

C’est à ce conseil d’administration qu’il reviendrait de choisir le conseil scientifique de la Fondation, en

nommant, selon les termes d’Hubert Falco, « les chercheurs qui lui sembleront les plus à même d’apporter leur pierre singulière à l’édifice de la mémoire ». Le général de la Presle, vice-président de l’Union des blessés de la face et la tête (les « Gueules cassées »), avait été plus clair encore, en mai 2010, devant l’assemblée générale de l’Association de soutien à l’armée française : « Les Gueules cassées ont accepté de participer au financement de cette Fondation aux côtés du Souvenir français et de la fédération Maginot. Mais ces associations, qui auront six administrateurs, disposeront d’une capacité réelle d’influer pour contribuer à instaurer la vérité. La Fédération nationale des anciens combattants d’Algérie (Fnaca) n’est pas impliquée dans ce processus. » Deux ans plus tôt, il avait

dit avoir exigé que ces trois associations « aient leur mot à dire dans le choix des historiens, Français et Algériens appelés à participer aux travaux de la Fondation, et en labellisent les publications afin de garantir leur objectivité ».

Dans ces conditions, rien d’étonnant à ce que Hubert Falco, en raison de la défiance des historiens face à un tel dispositif, ne soit pas parvenu à annoncer la composition d’un quelconque conseil scientifique...

Bien qu’il ait affirmé, sans rire, que cette Fondation « œuvrera à l’apaisement » et à la « réconciliation », il est clair que celle-ci est un obstacle au travail nécessaire de vérité et de reconnaissance concernant la guerre d’Algérie.

Gilles Manceron, historien, vice-président de la LDH